

ML.

Control - 7 II-1155

Coordination (2)

L. 4893/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 13 septembre 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le statut de l'Institut universitaire des territoires d'outre-mer" et, le 20 décembre 1955, sur un amendement à ce projet, a donné le 28 décembre 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e September 1955 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het statuut van het Universitair Instituut voor de overzeese gebieden" en, op 20 December 1955, over een amendement op dit ontwerp, heeft de 28e December 1955 het volgend advies gegeven :

G.E. - R.S.
Sinnen
8.2.56
G.E.D.

Comme le confirme l'article 32 portant abrogation des diverses dispositions organiques prises par le Roi en exécution de l'article 2 de la loi du 8 mars 1920 pour assurer le fonctionnement de l'Institut universitaire des territoires d'outre-mer, le projet vise à remplacer la réglementation en vigueur par un règlement nouveau et d'ailleurs plus développé.

La principale observation que le projet soulève concerne les modalités de recrutement du personnel.

Aux termes des articles 9, 16 et 17, le directeur, les professeurs et les chargés de cours sont nommés par le Ministre des Colonies, et, selon l'article 22, les lecteurs, les maîtres de conférences, les moniteurs techniques et les assistants sont nommés par le conseil d'administration sauf lorsqu'il s'agit de lecteurs et de moniteurs dont "l'enseignement est suivi d'un examen obligatoire pour les étudiants". Dans ce dernier cas, les lecteurs et les moniteurs sont également nommés par le Ministre des Colonies. Quant au personnel administratif autre que le directeur et au personnel "subalterne" (article 23), il est nommé par le conseil d'administration à moins que celui-ci n'ait délégué ses pouvoirs au directeur.

Or, il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat au cours de l'examen du projet, que les intentions du Gouvernement seraient de voir les membres du personnel engagés par contrat plutôt que soumis à un régime statutaire, le Ministre des Colonies n'intervenant dans

.../...

chaque cas particulier que pour autoriser au préalable l'engagement. Ce serait en raison de ce souci que l'article 5 chargerait le conseil d'administration de déterminer dans un règlement d'ordre intérieur "les cas de suspension des effets du contrat d'engagement du personnel et les indemnités allouées dans ces cas".

Si telles sont effectivement les intentions du Gouvernement, il est évident que le projet ne vise pas à conférer, comme ses termes incitent à le croire, un pouvoir de nomination au Ministre mais se borne à le charger **d'exercer**, par la voie de l'autorisation, un contrôle sur les engagements de personnel que le conseil d'administration envisage.

La terminologie des articles 9, 16, 17, 18, 22 et 23 du projet ne traduit pas ces intentions et devrait être adaptée.

Le Conseil d'Etat s'y est employé dans le texte ci-après.

Ce texte contient, en outre, de nombreuses autres suggestions de modifications. Celles-ci touchent tantôt à l'ordonnance des dispositions du projet, tantôt à leur rédaction. Elles ne nécessitent aucun commentaire.

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT REGLEMENT ORGANIQUE DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, notamment l'article 8;

Vu la loi du 8 mars 1920 accordant la personnification civile à l'Ecole coloniale supérieure d'Anvers, notamment l'article 2;

Vu la loi du 4 mai 1949 ... (la suite du préambule comme au projet) ...;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'Institut universitaire des territoires d'outre-mer a pour mission d'enseigner ... (comme au projet)

Article 2.-

L'institut est administré par un conseil d'administration qui le représente à l'égard des tiers.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours administratifs, sont suivis, au nom de l'institut, par le conseil d'administration, poursuites et diligences du président ou de la personne que celui-ci délègue.

.../...

CHAPITRE 1er.- LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.Article 3.-

Le conseil d'administration se compose :

- 1° du président du conseil académique et du directeur de l'institut, membres de droit;
- 2° de dix membres nommés pour cinq ans par le Ministre des Colonies, dont un sur la proposition du collège des bourgmestre et échevins de la ville d'Anvers.

En cas de vacance d'un siège au conseil d'administration avant l'expiration du terme, le Ministre nomme un nouveau membre pour achever le mandat du membre défaillant.

Le Ministre désigne le président du conseil parmi les membres qu'il nomme.

Le directeur de l'institut remplit les fonctions de secrétaire du conseil.

Article 4.-

Le Ministre des Colonies peut assister aux réunions du conseil; en ce cas, il les préside. Il peut aussi se faire représenter par un fonctionnaire supérieur de son département. Le Ministre ou son délégué a voix consultative.

Article 5.-

Sous réserve des dispositions du présent arrêté, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration de l'institut et pour la réalisation de la mission de celui-ci.

.../...

Il détermine notamment par voie de règlement :

- 1° son fonctionnement et celui des services de l'institut;
- 2° le mode d'établissement du budget et des comptes;
- 3° les cours qui doivent être faits par les lecteurs et par les moniteurs techniques;
- 4° quant au personnel : le régime des absences, les cas de suspension du contrat d'engagement et les indemnités y afférentes, le régime des pensions.

Tout règlement est soumis à l'approbation du Ministre.

Le conseil d'administration veille à l'exécution de la réglementation qui concerne l'institut.

Il fait annuellement rapport au Ministre sur le fonctionnement de l'institut et formule les propositions qu'il juge convenables relativement au programme des cours.

Il soumet à l'avis du conseil académique la partie du règlement d'ordre intérieur de l'institut relative au régime de l'internat. Il lui soumet, quand il le juge opportun, toute question intéressant les études ou la discipline.

Il peut charger exceptionnellement de l'exécution d'une de ses décisions un de ses membres dont il définit les pouvoirs à cet effet.

Article 6.-

Le conseil d'administration dresse chaque année le budget des recettes et dépenses de l'institut, trois mois au moins avant l'ouverture de l'année académique.

.../...

Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, il vérifie et arrête le compte annuel. Le compte donne la composition du portefeuille.

Le budget et le compte sont soumis à l'approbation du Ministre des Colonies et publiés par extraits au Moniteur belge et au Bulletin officiel du Congo belge.

Article 7.- ... (article 8 du projet jusqu'à "institut")...
il propose au conseil les modifications qu'il convient d'y apporter.

CHAPITRE II. - LE CONSEIL ACADEMIQUE.

Article 8.-

Le conseil académique se compose :

- 1° du directeur de l'institut, membre de droit;
- 2° de six membres que l'assemblée générale des professeurs de l'institut et des chargés de cours ayant au moins deux ans d'ancienneté à l'institut, élit en son sein;
- 3° de trois membres désignés par le Ministre parmi les mêmes professeurs et chargés de cours.

Le mandat des membres élus est de deux ans; celui des membres désignés par le Ministre, de trois ans. Aucun mandat ne peut être renouvelé plus d'une fois.

.../...

Le Ministre désigne le président du conseil académique parmi les membres autres que le directeur, le conseil d'administration et le conseil académique entendus. Le mandat du président est de trois ans; il est renouvelable. La désignation d'un membre en qualité de président entraîne de plein droit, s'il échet, la prorogation de son mandat de membre.

Le conseil académique choisit un secrétaire en son sein.

Article 9.-

§ 1er. ... (article 14, alinéa 1^{er} du projet) ... }

Il arrête son règlement d'ordre intérieur, et le soumet à l'approbation du Ministre.

§ 2. Le président du conseil académique convoque l'assemblée générale des professeurs et chargés de cours, prévue à l'article 8.

CHAPITRE III. - PROCEDURE DES DEUX CONSEILS.

Article 10.-

Chaque conseil se réunit sur convocation de son président. Il doit être réuni lorsque trois de ses membres en font la demande écrite. Le conseil académique doit aussi être réuni chaque fois que le directeur de l'institut en fait la demande écrite.

.../...

En cas d'empêchement du président, le plus âgé des membres présents préside la réunion. En cas d'empêchement du secrétaire, celui-ci est remplacé par le plus jeune des membres présents.

Chaque conseil ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres sont présents à la réunion. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, est prépondérante la voix du président du conseil ou, à son défaut, du plus âgé des membres présents.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et par le secrétaire, après lecture et approbation par le conseil.

Les procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration sont réunis en un recueil spécial. Les copies ou extraits à produire par l'institut, sont signés par le président et par le secrétaire ou, à défaut de l'un d'eux, par un membre du conseil.

CHAPITRE IV. - LE DIRECTEUR.

Article 11.-

Le directeur de l'institut est engagé par le conseil d'administration après autorisation du Ministre des Colonies ... (la suite comme à l'article 9 du projet, excepté le dernier alinéa qui est repris à l'article 23)...

4
.../...

CHAPITRE V. - LES ORGANES DE CONTROLE.Article 12.-

Un commissaire du Gouvernement, nommé par le Ministre des Colonies, assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Il peut prendre recours auprès du Ministre, dans les huit jours, contre toute décision du conseil qu'il estime contraire à la loi, aux règlements ou à l'intérêt général.

Il notifie par écrit ce recours à l'institut, dans le même délai. Ce recours est suspensif. La décision devient exécutoire si, dans les trente jours, le Ministre des Colonies ne l'a pas annulée. Les délais sont francs et se comptent à partir du jour où la décision a été portée à la connaissance du commissaire par copie du procès-verbal de la séance. Le commissaire du gouvernement ... (la suite comme le dernier alinéa de l'article 10 du projet) ...

Article 13.-

... (article 11 du projet)...

.../...

CHAPITRE VI. LE PERSONNEL ENSEIGNANT ET ADMINISTRATIF.Article 14.-

Le personnel enseignant de l'institut comprend des professeurs, des chargés de cours, des lecteurs, des moniteurs techniques et des assistants.

Le personnel administratif comprend, outre le directeur, le secrétaire, le comptable, l'économe, le bibliothécaire, l'aide-comptable, l'aide-bibliothécaire, le sténo-dactylographe-secrétaire, l'économe adjoint, le classeur expéditeur et les gens de métier et de service.

Tous les membres du personnel sont recrutés par contrat, dans les formes prévues par le présent arrêté après autorisation du Ministre des Colonies, s'il échet.

L'institut peut faire appel à des personnes étrangères à son personnel, en qualité de maître des conférences.

Article 15.-

Les chargés de cours sont engagés par le conseil d'administration, le conseil académique entendu.

Tout engagement d'un chargé de cours est soumis à l'autorisation du Ministre des Colonies.

Nul ne peut être engagé comme chargé de cours s'il n'est porteur d'un diplôme délivré en Belgique, de docteur, de pharmacien, d'ingénieur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur.

.../...

Des dispenses de diplôme peuvent, sur avis du conseil d'administration, le conseil académique entendu, être accordées par le Ministre des Colonies aux personnes d'un mérite scientifique exceptionnel.

Article 16.-

Les professeurs sont engagés dans les mêmes formes par le conseil d'administration parmi les chargés de cours qui ont enseigné à l'institut depuis six ans au moins. Il est tenu compte de la valeur et de l'activité scientifiques du candidat, de l'importance de son enseignement et de son ancienneté à l'institut.

Les candidats, qui ont des mérites exceptionnels ou qui ont occupé des fonctions officielles élevées dans la métropole ou dans les territoires d'outre-mer, peuvent être engagés dans les mêmes formes sans que le délai prévu à l'alinéa 1er soit observé, ou même sans qu'ils aient été préalablement engagés comme chargés de cours.

Article 17.-

Tout contrat d'engagement d'un professeur ou d'un chargé de cours indique le cours que l'intéressé est appelé à faire et le nombre d'heures que le cours comporte.

Aucun changement ne peut être apporté aux attributions sans l'autorisation du Ministre.

Article 18.-

Avant tout engagement de professeur ou de chargé de cours, l'institut fait connaître par une publication au Moniteur belge et au Bulletin officiel du Congo belge l'ouverture de la charge.

Les candidatures des personnes résidant au Congo belge ou au Ruanda-Urundi doivent être introduites dans les deux mois de la publication au Bulletin officiel du Congo belge; les autres candidatures, dans le mois de la publication au Moniteur belge.

Article 19.- ... (article 20 du projet, en y remplaçant le chiffre 16 par le chiffre 15 et le verbe nommer par engager) ...

Article 20.- ... (article 21 du projet) ...

Article 21.-

§ 1er. Les moniteurs techniques font les cours techniques obligatoires pour lesquels une épreuve est imposée.

Les lecteurs et les maîtres de conférences font les cours auxiliaires obligatoires, pour lesquels une

.../...

épreuve est imposée. On entend par cours auxiliaires, ceux qui ne sont considérés comme indispensables ni à la formation professionnelle des étudiants, ni à leur culture générale.

Les assistants secondent les professeurs et les chargés de cours dans leur enseignement, notamment en dirigeant les travaux pratiques, mais sans pouvoir les suppléer dans leurs cours.

§ 2. Les moniteurs techniques, les lecteurs, les maîtres de conférences et les assistants sont engagés par le conseil d'administration, le conseil académique entendu.

Toutefois, les moniteurs techniques et les lecteurs dont l'enseignement est suivi d'une épreuve obligatoire pour les étudiants, ne sont engagés qu'avec l'autorisation du Ministre des Colonies.

Article 22.-

Le conseil d'administration engage le personnel administratif.

Il peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir au directeur.

.../...

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES.Article 23.-

§ 1er. Le Ministre des Colonies arrête le régime des traitements et salaires du personnel de l'institut.

Il détermine en outre :

- 1° le jeton de présence à allouer aux membres du conseil d'administration;
- 2° l'indemnité du commissaire du Gouvernement et celle du reviseur;
- 3° l'indemnité des maîtres de conférences.

Toutes ces rétributions sont à charge de l'institut.

§ 2. Pour la fixation du régime des traitements des professeurs et chargés de cours, le Ministre tient compte des activités exercées tant à l'institut qu'en dehors.

Il peut subordonner l'exercice de toute activité des professeurs et chargés de cours en dehors de l'institut, à l'autorisation du conseil d'administration.

.../...

Pour les majorations de traitement, l'ancienneté se compte à dater de la nomination de l'intéressé à l'institut. Le professeur bénéficie de l'ancienneté qu'il peut avoir acquise comme chargé de cours à l'institut.

Article 24.-

§ 1er. Chaque année, le Ministre des Colonies fixe, pour les étudiants qui entrent à l'institut, le nombre de ceux qui seront admis au service de la colonie à la fin de leurs études.

Les licenciés en sciences coloniales et administratives sont admis au service de la colonie dans l'ordre du classement à l'examen de fin de première candidature.

§ 2. Les licenciés désignés en application du ~~paragraphe~~ 1er, sont engagés au service de la colonie dans un délai de six mois prenant cours à la date de leur diplôme ou, si à cette date ils sont encore astreints au service militaire en temps de paix, à la date d'expiration de leur terme de service actif ou à la date à laquelle ils ont été définitivement dispensés ou exemptés du service. Le Ministre des Colonies peut proroger exceptionnellement ce délai en faveur des licenciés qui excipent d'un cas de force majeure.

Article 25.-

Les peines académiques applicables aux étudiants sont :

- 1° l'admonition;
- 2° l'exclusion partielle ou totale des cours, séminaires et laboratoires;
- 3° l'exclusion temporaire de l'institut;
- 4° l'exclusion définitive de l'institut.

au L'exclusion des cours/séminaires et laboratoires est prononcée pour un mois ~~ou~~ plus; l'exclusion temporaire de l'institut, pour un mois au moins et un an au plus.

L'admonition et l'exclusion des cours, séminaires et laboratoires sont prononcées par le directeur, qui en informe le conseil académique à sa première réunion. L'exclusion temporaire et l'exclusion définitive de l'institut sont prononcées par le conseil académique, sur proposition du directeur. Toutefois, l'exclusion définitive peut aussi être prononcée, pour des motifs d'ordre public, par le Ministre des Colonies sur avis du conseil académique.

Aucune peine académique ne peut être prononcée sans que l'étudiant ait été entendu. Les décisions sont motivées.

.../...

CHAPITRE VIII.- DISPOSITIONS TRANSITOIRES
ET FINALES.

Article 26.-

Le nombre des membres élus du conseil académique ne sera porté de trois à six qu'au fur et à mesure ~~où~~ le nombre des membres nommés sera, par décès, démission, ou par l'expiration des mandats en cours, ramené de six à trois.

Article 27.-

L'article 15, alinéa 2, n'est pas applicable aux membres du personnel enseignant en fonction à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

La position de chacun d'eux au regard du nouveau règlement organique, est déterminée par le Ministre des Colonies, sur proposition du conseil d'administration, dans les six mois de la date précitée.

Article 28.-

Sous réserve des droits acquis, le premier arrêté ministériel d'exécution de l'article 23, § 1er, alinéa 1er et alinéa 2, 3°, aura effet au 1er janvier 1951 à l'égard du directeur et au 1er octobre 1953 à l'égard du personnel enseignant en ce compris les maîtres de conférences.

.../...

Article 29.-

L'article 24 s'applique pour la première fois, aux étudiants qui **ont commencé** leurs études à l'Institut pendant l'année académique 1955-1956.

Les étudiants qui ont réussi les examens de la 1^{ère} candidature sous le régime de l'article 15 originaire de l'arrêté royal du 4 décembre 1926, et ceux qui les ont réussis sous le régime de l'article 15 modifié par l'arrêté royal du 21 septembre 1953, continuent de bénéficier respectivement de ces régimes, aux conditions prévues par les dispositions précitées.

Article 30.-

Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 4 décembre 1926 qui porte coordination des dispositions légales relatives à l'Université coloniale, modifié par les arrêtés royaux des 22 février 1927, 8 avril 1938 et 21 septembre 1953 ;
- 2° l'arrêté du Régent du 14 novembre 1947 qui autorise le Ministre des Colonies à nommer un reviseur auprès de l'Université coloniale.

Article 31.-

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI,

Le Ministre des Colonies,

Zoals bevestigd wordt door artikel 32, houdende opheffing van de organieke bepalingen welke de Koning ter uitvoering van artikel 2 van de wet van 8 Maart 1920 heeft uitgevaardigd om de werking van het Universitair Instituut voor overzeese gebieden te regelen, heeft het ontwerp tot doel de geldende reglementering door een nieuw, overigens meer uitgewerkt reglement te vervangen.

De voornaamste opmerking waartoe het ontwerp aanleiding geeft, betreft de wijze waarop het personeel wordt aangeworven.

Volgens de artikelen 9, 16 en 17 worden de directeur, de professoren en de docenten benoemd door de Minister van Koloniën, terwijl volgens artikel 22 de lesgers, lectoren, technische moniteurs en assistenten door de raad van beheer worden benoemd, met uitzondering van lesgevers en moniteurs over wier cursus de studenten verplicht examen hebben af te leggen, en die eveneens worden benoemd door de Minister van Koloniën. Tenslotte wordt het administratief personeel, buiten de directeur, alsook het "ondergeschikt" personeel (artikel 23) benoemd door de raad van beheer, voor zover deze zijn bevoegdheid niet aan de directeur heeft opgedragen.

Uit de inlichtingen die in de loop van het onderzoek van het ontwerp aan de Raad van State zijn verstrekt, is evenwel gebleken dat de bedoeling van de Regering is, het personeel bij contract aan te werven veeleer dan het aan een statutaire regeling

.../...

te onderwerpen, waarbij dan de Minister van Koloniën in elk afzonderlijk geval alleen maar zou optreden om vooraf machtiging tot de aanwerving te verlenen. Dit zou verklaren waarom de raad van beheer door artikel 5 gelast wordt in een huishoudelijk reglement "de gevallen van schorsing der uitwerking van de dienstverbintenis van het personeel en de in deze gevallen uitgekeerde vergoedingen" te bepalen.

Zijn de bedoelingen der Regering werkelijk zo, dan is het duidelijk dat het ontwerp, in tegenstelling met wat de bewoordingen doen denken, de Minister geen benoemingsbevoegdheid wil toekennen doch hem enkel gelast, door middel van de machtiging contrôle te oefenen op de door de raad voorgenomen aanwervingen van personeel.

De termen van de artikelen 9, 16, 17, 18, 22 en 23 van het ontwerp doen deze bedoelingen niet tot hun recht komen en behoren te worden aangepast.

Zulks heeft de Raad van State zich in de navolgende tekst tot taak gesteld.

In die tekst zijn bovendien tal van andere wijzigingen in overweging gegeven, zowel voor de schikking als voor de redactie van de bepalingen. Zij behoeven geen commentaar.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE ORGANIEK REGLEMENT VAN HET
UNIVERSITAIR INSTITUUT VOOR DE OVERZEESE GEBIEDEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

.../...

Gelet op de wet van 18 October 1908 op het
gouvernement van Belgisch-Congo, inzonderheid op
artikel 8 ;

Gelet op de wet van 8 Maart 1920 waarbij aan
de Hogere Koloniale School van Antwerpen rechtspersoon-
lijkheid wordt verleend, inzonderheid op artikel 2 ;

Gelet op de wet van 4 Mei 1949 tot wijziging
van de benaming van de Koloniale Hogeschool van België
te Antwerpen, en die aan deze instelling de toelating
verleent de graden en diploma's van candidatuur en
van licentie in de koloniale en administratieve weten-
schappen uit te reiken ;

... (voorts zoals in de aanhef van het
ontwerp) ...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Het Universitair Instituut voor de overzeese
gebieden heeft tot taak onderricht te verstrekken in
de theoretische en toegepaste koloniale en administra-
tieve wetenschappen, en de graden en diploma's van
candidaat in van licentiaat in de koloniale en administra-
tieve wetenschappen te verlenen. Meer in het bijzonder
vormt het ambtenaren voor het bestuur in Afrika.

Het Instituut heeft zijn zetel in de
Antwerpse agglomeratie.

.../...

Artikel 2.-

Het Instituut wordt beheerd door een raad van beheer die het tegenover derden vertegenwoordigt.

De rechtsvorderingen, zowel in hoedanigheid van eiser als van verweerder, en de beroepen in bestuurszaken worden namens het Instituut door de raad van beheer ingesteld, op vervolging en ten verzoeken van de voorzitter of zijn gemachtigde.

HOOFDSTUK I.- DE RAAD VAN BEHEER.Artikel 3.-

De raad van beheer bestaat uit :

- 1° de voorzitter van de academische raad en de directeur van het Instituut, beiden lid van rechtswege ;
- 2° tien door de Minister van Koloniën voor vijf jaar benoemde leden, van wie een op voordracht van het college van burgemeester en schepenen der stad Antwerpen.

Wanneer in de raad van beheer een plaats openvalt voor de termijn verstreken is, benoemt de Minister een nieuw lid dat het mandaat van het uitgevallen lid voortzet.

De Minister wijst de voorzitter van de raad aan uit de leden die hij benoemt.

De directeur van het Instituut vervult het ambt van secretaris van de raad.

.../...

Artikel 4.-

De Minister van Koloniën kan de vergaderingen van de raad bijwonen; in dat geval zit hij ze voor. Ook kan hij zich laten vertegenwoordigen door een hoge ambtenaar van zijn departement. De Minister of zijn gemachtigde heeft raadgevende stem.

Artikel 5.-

Onder voorbehoud van het bepaalde in dit besluit, bezit de raad van beheer ter zake van het beheer van het Instituut en ter vervulling van dezes opdracht de ruimste bevoegdheid.

Met name bepaalt hij bij reglement :

- 1° zijn eigen werkwijze en deze van de diensten van het Instituut ;
- 2° de wijze waarop begroting en rekeningen worden opgemaakt ;
- 3° de door lesgevers en technische moniteurs te geven cursussen ;
- 4° ten aanzien van het personeel: de regelen inzake afwezigheid, de gevallen waarin de dienstverbintenis wordt geschorst en de daarvoor uit te keren vergoedingen, de pensioensregeling.

Elk reglement wordt aan de Minister ter goedkeuring voorgelegd.

De raad van beheer ziet toe dat de reglementering met betrekking tot het Instituut uitgevoerd wordt.

.../...

Hij brengt ieder jaar aan de Minister verslag uit over de werking van het Instituut en doet aangaande het leerplan alle voorstellen die hij passend acht.

Aan de academische raad legt hij voor advies het gedeelte van het huishoudelijk reglement van het Instituut voor dat betrekking heeft op de regeling van het internaat. Wanneer hij zulks gewenst acht, legt hij hem alle kwesties voor terzake van studiën of tucht.

Hij kan bij uitzondering een zijner leden, wiens bevoegdheid hij daartoe bepaalt, opdracht geven tot het uitvoeren van een van zijn beslissingen.

Artikel 6.-

Elk jaar maakt hij, ten minste drie maanden vóór de opening van het academisch jaar, de begroting der ontvangsten en uitgaven van het Instituut op.

Binnen drie maanden na de afsluiting van het boekjaar, ziet hij de jaarrekening na en sluit ze af. De rekening toont aan hoe de portefeuille is samengesteld.

Begroting en rekening worden aan de Minister van Koloniën ter goedkeuring voorgelegd en een uittreksel er van wordt in het Belgisch Staatsblad en in het Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo bekendgemaakt.

Artikel 7.- ... (artikel 8 van het ontwerp tot: "Instituut"); hij stelt aan de raad voor welke wijzigingen er dienen te worden in aangebracht.

.../...

HOOFDSTUK II. - DE ACADEMISCHE RAAD.Artikel 8.-

De academische raad bestaat uit :

- 1° de directeur van het Instituut, lid van rechtswege;
- 2° zes leden, uit haar midden verkozen door de algemene vergadering der professoren van het Instituut en der docenten met ten minste twee jaar ancienniteit bij het Instituut;
- 3° drie leden die de Minister aanwijst uit dezelfde professoren en docenten.

Het mandaat van de verkozen leden duurt twee jaar; dat van de door de Minister aangewezen leden drie jaar. Geen van deze mandaten kan meer dan eenmaal worden vernieuwd.

De Minister wijst de voorzitter van de academische raad aan uit de andere leden dan de directeur, de raad van beheer en de academische raad gehoord. Het mandaat van voorzitter duurt drie jaar; het kan worden vernieuwd. De aanwijzing van een lid tot voorzitter heeft, eventueel, van rechtswege verlenging van zijn mandaat van lid tot gevolg.

De academische raad kiest een secretaris uit zijn midden.

.../...

Artikel 9.-

§ 1. De academische raad beraadslaagt over alle vraagstukken die met de studiën en de tucht van de inrichting verband houden.

... (voorts zoals in artikel 14, eerste lid, van het ontwerp) ...

Hij maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het aan de Minister ter goedkeuring voor.

§ 2. De voorzitter van de academische raad roept de professoren en docenten bijeen tot de in artikel 8 bedoelde algemene vergadering.

HOOFDSTUK III. - PROCEDURE VAN BEIDE RADEN.Artikel 10.-

Elke raad vergadert op bijeenroeping van zijn voorzitter. Hij moet worden bijeengeroepen wanneer drie leden daar schriftelijk on verzoeken. De academische raad moet ook worden bijeengeroepen telkens als de directeur van het Instituut daar schriftelijk om verzoekt.

Bij verhindering van de voorzitter wordt de vergadering voorgezeten door de oudste der aanwezige leden. Bij verhindering van de secretaris wordt deze door de jongste der aanwezige leden vervangen.

.../...

Elk van beide raden kan maar geldig beslissen wanneer de meerderheid der leden op de vergadering aanwezig zijn. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter van de raad, of, bij dezes ontstentenis, van de oudste der aanwezige leden.

Van de beraadslagingen en beslissingen van de raad worden notulen opgemaakt die, na voorlezing en goedkeuring vanwege de raad, door de voorzitter en de secretaris worden ondertekend.

De notulen der beraadslagingen en beslissingen van de raad van beheer worden in een bijzondere bundel verzameld. De door het Instituut over te leggen afschriften of uittreksels worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris, of, bij ontstentenis van een van beiden, door een lid van de raad.

HOOFDSTUK IV. - DE DIRECTEUR.

Artikel 11.-

De directeur van het Instituut wordt door de raad van beheer aangeworven na machtiging vanwege de Minister van Koloniën ... (voorts zoals in artikel 9 van het ontwerp, behalve het laatste lid dat onder artikel 23 is opgenomen) ...

.../...

HOOFDSTUK V. - CONTROLEORGANEN.Artikel 12.-

Een door de Minister van Koloniën benoemd Regeringscommissaris woont met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van beheer bij.

Van elke beslissing die hij met de wet, de reglementen of het algemeen belang strijdig acht, kan hij binnen acht dagen bij de Minister in beroep komen.

Van dit beroep geeft hij binnen dezelfde termijn kennis aan het Instituut. Het beroep is opschortend. De beslissing wordt uitvoerbaar zo de Minister van Koloniën ze binnen dertig dagen niet heeft vernietigd. De termijnen worden berekend in vrije dagen en gaan in de dag waarop de commissaris kennis gekregen heeft van de beslissing door een afschrift van de notulen der vergadering. De Regeringscommissaris kan van de boeken, de briefwisseling, de notulen, de periodieke staten en, over het algemeen, van alle geschriften van het Instituut, kennis nemen zonder verplaatsing er van.

Artikel 13.-

... (artikel 11 van het ontwerp) ...

.../...

HOOFDSTUK VI. - ONDERWIJZEND EN ADMINISTRATIEF PERSONEEL.Artikel 14.-

Het onderwijzend personeel van het Instituut bestaat uit professoren, docenten, lesgevers, technische moniteurs en assistenten.

Het administratief personeel bestaat, naast de directeur, uit de secretaris, de boekhouder, de huismeester, de bibliothecaris, de hulpboekhouder, de hulpbibliothecaris, de stenotypist-secretaris, de hulphuismeester, de klasseerder-verzender en het vak- en dienstpersoneel.

Alle leden van het personeel worden in de bij dit besluit bepaalde vormen bij contract aangeworven, eventueel na machtiging van de Minister van Koloniën.

Het Instituut kan een beroep doen op niet tot het personeel behorende personen om als lector op te treden.

Artikel 15.-

De docenten worden aangeworven door de raad van beheer, de academische raad gehoord.

Voor elke aanwerving van een docent is machtiging van de Minister van Koloniën vereist.

Niemand kan tot docent worden benoemd zo hij geen houder is van een in België uitgereikt diploma van doctor, apotheker, ingenieur of geaggregeerde voor het hoger onderwijs.

.../...

De Minister van Koloniën kan op het advies van de raad van beheer, de academische raad gehoord, vrijstelling van diploma verlenen aan personen van buitengewone wetenschappelijke verdienste.

Artikel 16.-

De professoren worden door de raad van beheer in dezelfde vormen aangeworven uit de docenten die gedurende ten minste zes jaar aan het Instituut hebben gedoceerd. In aanmerking worden daarbij genomen de wetenschappelijke waarde en activiteit van de gegadigde, het belang van zijn onderwijs en zijn ancienniteit bij het Instituut.

Gegadigden van buitengewone verdienste of die in het moederland dan wel in de overzeese gebieden hoge officiële posten hebben bekleed, kunnen in dezelfde vormen worden aangeworven zonder dat de in het eerste lid genoemde termijn in acht is genomen, of zelfs zonder dat zij tevoren als docenten aangeworven zijn geweest.

Artikel 17.-

Het aanwervingscontract van een professor of van een docent bepaalt welke cursus de betrokkene te geven heeft en hoeveel lesuren hij bedraagt. Zonder machtiging van de Minister mag generlei wijziging in de bevoegdheden worden aangebracht.

Artikel 18.-

Alvorens een professor of een docent aan te werven, maakt het Instituut in het Belgisch Staatsblad en in het Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo bekend dat de betrekking openstaat.

.... / ...

Candidaturen van in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verblijvende personen moeten worden ingediend binnen twee maanden na de bekendmaking in het Ambtelijk blad van Belgisch-Congo, de overige candidaturen binnen de maand na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 19.-

... (artikel 20 van het ontwerp, mits het getal 16 door 15 en het werkwoord "benoemen" door "aanwerven" te vervangen) ...

Artikel 20.-

... (artikel 21 van het ontwerp) ...

Artikel 21.-

§ 1. De technische moniteurs geven de verplichte technische vakken waarvoor examen dient te worden afgelegd.

De lesgevers en de lectoren geven de verplichte bijvakken waarover examen dient te worden afgelegd. Onder bijvakken worden verstaan, die welke noch tot de beroepsvorming van de studenten, noch tot hun algemene cultuur onmisbaar worden geacht.

De assistenten staan de professoren en docenten voor hun onderwijs terzijde, met name door het leiden van de praktische werken maar zonder hen in hun cursussen te kunnen vervangen.

§ 2. De technische moniteurs, de lesgevers, de lectoren en de assistenten worden aangeworven door de raad van beheer, de academische raad gehoord.

Evenwel worden de technische moniteurs en de lesgevers wier onderricht door een verplicht examen voor de studenten wordt gevolgd, niet aangeworven dan met machtiging van de Minister van Koloniën.

.../...

Artikel 22.-

De raad van beheer werft het administratief personeel aan.

Deze bevoegdheid kan hij geheel of ten dele aan de directeur opdragen.

HOOFDSTUK VI. - DIVERSE BEPALINGEN.Artikel 23.-

§ 1. De Minister van Koloniën bepaalt de wedde- en loonregeling van het personeel van het Instituut.

Hij bepaalt daarnaast :

- 1° het aan de leden van de raad van beheer toe te kennen presentiegeld;
- 2° de vergoeding van de Regeringscommissaris en van de revisor;
- 3° de vergoeding der lectoren.

Deze vergoedingen en presentiegelden komen ten laste van het Instituut.

§ 2. Ter bepaling van de wedderegelung der professoren en docenten houdt de Minister rekening met de activiteit zowel in als buiten het Instituut.

Hij kan de uitoefening door de professoren en docenten van enige activiteit buiten het Instituut aan machtiging vanwege de raad van beheer onderwerpen.

Voor de weddeverhogingen wordt de ancienniteit gerekend van de dag der benoeming van de betrokkene aan het Instituut. De professoren komt de ancienniteit ten goede welke zij als docent aan het Instituut mochten hebben verkregen.

Artikel 24.-

§ 1. Ieder jaar bepaalt de Minister van Koloniën hoeveel van de nieuw op het Instituut gekomen studenten na afloop hunner studiën in dienst van de kolonie zullen kunnen treden.

De licentiaten in de koloniale en administratieve wetenschappen treden in dienst van de kolonie in de volgorde van de rangschikking op het eindexamen eerste candidatuur.

§ 2. De overeenkomstig paragraaf 1 aangewezen licentiaten worden in dienst van de kolonie aangeworven binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de datum van hun diploma, of, zo zij dan nog militaire dienst in vredestijd te verrichten hebben, van de datum waarop de werkelijke dienstdtijd verstrijkt of van die waarop zij van de dienst voorgoed vrijgelaten dan wel vrijgesteld zijn. De Minister van Koloniën kan deze termijn bij uitzondering verlengen ten voordele van licentiaten die zich op overmacht beroepen.

.../...

Artikel 25.-

Op de studenten zijn als academische straffen van toepassing :

- 1° de berisping ;
- 2° de gedeeltelijke of algehele uitsluiting van de cursussen, seminaries en laboratoria ;
- 3° de tijdelijke uitsluiting van het Instituut ;
- 4° de definitieve uitsluiting van het Instituut.

15. Ch. - pte,
De uitsluiting van de cursussen, seminaries en laboratoria wordt uitgesproken voor een maand ~~of meer~~; de tijdelijke uitsluiting van het Instituut voor ten minste een maand en ten hoogste een jaar.

De berisping en de uitsluiting van de cursussen, seminaries en laboratoria worden uitgesproken door de directeur, die de academische raad hiervan bij de eerstvolgende vergadering op de hoogte brengt. De tijdelijke en de definitieve uitsluiting van het Instituut worden uitgesproken door de academische raad, op het voorstel van de directeur. Nochtans kan de definitieve uitsluiting, om redenen van openbare orde, ook uitgesproken worden door de Minister van Koloniën, op advies van de academische raad.

Geen academische straf kan worden uitgesproken zo de student niet werd gehoord. De beslissingen worden gemotiveerd.

.../...

HOOFDSTUK VIII.- OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.Artikel 26.-

Het aantal verkozen leden van de academische raad zal alleen van drie op zes worden gebracht naarmate het aantal benoemde leden ingevolge overlijden of ontslag of wegens het verstrijken van de lopende mandaten, van zes op drie terugvalt.

Artikel 27.-

Artikel 15, tweede lid, is niet van toepassing op de leden van het onderwijzend personeel die op de datum der inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn.

De toestand van elk van hen ten opzichte van het nieuwe organiek reglement wordt door de Minister van Koloniën op voorstel van de raad van beheer geregeld binnen zes maanden na evengenoemde datum.

Artikel 28.-

Onder voorbehoud van de verkregen rechten zal het eerste ministerieel besluit ter uitvoering van artikel 23, § 1, eerste lid en tweede lid, 3°, uitwerking hebben met ingang van 1 Januari 1951 ten aanzien van de directeur, en met ingang van 1 October 1953 ten aanzien van het onderwijzend personeel met inbegrip van de lectors.

.../...

Artikel 29.-

Artikel 24 is voor de eerste maal van toepassing ten aanzien van de studenten die gedurende het academisch jaar 1955-1956 hun studiën aan het Instituut hebben aangevat.

Op de studenten die voor de examens eerste candidatuur zijn geslaagd onder de regeling van het oorspronkelijke artikel 15 van het koninklijk besluit van 4 December 1926, en op hen die daarvoor zijn geslaagd onder de regeling van het bij het koninklijk besluit van 21 September 1953 gewijzigde artikel 15, blijven deze regelingen onderscheidenlijk van toepassing onder de voorwaarden, bij genoemde bepalingen gesteld.

Artikel 30.-

Opgeheven worden :

- 1° het koninklijk besluit van 4 December 1926 tot samenordering van de wetsbepalingen met betrekking tot de Koloniale Hogeschool, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 Februari 1927, 8 April 1938 en 21 September 1953 ;
- 2° het besluit van de Regent van 14 November 1947 waarbij aan de Minister van Koloniën machtiging wordt verleend tot het benoemen van een revisor bij de Koloniale Hogeschool.

Artikel 31.-

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

,
VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Koloniën,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat,
raadsheer van State,

président
voorzitter

J. COYETTE,
G. VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

P. COART-FRESART,

assesseurs de la sec-
tion de législation,
bijzitters van de af-
deling wetgeving,

P. ANSIAUX,

G. PIQUET,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle de
M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. PIQUET.

(s) F. LEPAGE.